



PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Villeurbanne, le 23 novembre 2015

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI
Cellule Déchets
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTRS-CRC-15-614-PR2311

DÉPARTEMENT DU RHONE
Société MUNOZ à VÉNISSIEUX (Site "Avenue de Pressensé")
Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Adresse de l'établissement :

SAS MUNOZ
180-182 avenue Francis de Pressensé
69200 – VÉNISSIEUX

Adresse du siège social de l'établissement : **SAS MUNOZ**

180-182 avenue Francis de Pressensé
69200 – VÉNISSIEUX

Activité principale de l'établissement :

Installation de transit, regroupement ou tri
de métaux ou de déchets de métaux non
dangereux, d'alliage de métaux ou de
déchets d'alliage de métaux non dangereux

Code S3IC de l'établissement :

106.00770

Priorité DREAL :

Autre

Copies à : REMIPP/2PSE
CHRONO
C4SD/D

Arrêté préfectoral du 26 février 2015 et suites données par la société MUNOZ

Suite à une visite de l'inspection des installations classées le 28 janvier 2015 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles, monsieur le préfet du Rhône a mis en demeure, par arrêté du 26 février 2015, la société MUNOZ, pour son site implanté 180-182, avenue Francis de Pressensé à VÉNISSIEUX, de respecter les dispositions :

- des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres des déchets entrants et sortants mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement en établissant un registre des déchets entrants et sortants, sous un délai de 3 mois ;
- de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en faisant réaliser, par un organisme compétent, une analyse du risque foudre, sous un délai de 4 mois ;
- du point 8.1.2.7 de l'article 8 de l'arrêté du 18 janvier 2007 modifié autorisant la société MUNOZ à exploiter un centre de récupération et de valorisation de déchets de métaux dans son établissement situé 180/182, avenue Francis de Pressensé à VÉNISSIEUX, en mettant en place une procédure de contrôle des déchets métalliques visant à interdire l'entrée des déchets radioactifs sur le site, sous un délai de 6 mois.

Par courriel du 28 mai 2015, la société MUNOZ nous a fait parvenir le rapport de l'Analyse du Risque Foudre (ARF), réalisée suivant la norme NF EN 62305-2, du 19 mai 2015 rédigé par la société RG CONSULTANT, implantée à OULLINS dans le Rhône et organisme compétent en la matière.

Par transmission par courrier du 13 novembre 2015, la société MUNOZ nous a fait parvenir :

- d'une part une copie de l'accusé de réception de commande de la société SAPHYMO, implantée à Montigny-le-Bretonneux dans les Yvelines, relatif à la commande passée par la société MUNOZ le 28 septembre 2015, pour l'achat et l'installation d'un portique de détection de radioactivité pour un montant de 12 830 € HT,
- et d'autre part des extraits des registres des déchets entrants et sortants pour la période du 26 au 30 octobre 2015.

Conclusion – Proposition

Les conclusions de l'analyse du risque foudre précisent que l'étape technique, deuxième étape de la réglementation, permettra d'établir les préconisations spécifiques de protection contre les effets directs et indirects, si le maître d'ouvrage désire protéger ses installations à titre d'optimisation. Il incombe à la société MUNOZ de juger de l'opportunité d'établir l'étape technique susvisée.

L'installation et la mise en service du portail de détection de radioactivité seront accompagnées d'une formation selon le bon de commande qui a été transmis à l'inspection des installations classées. La société MUNOZ devra informer l'inspection des installations classées de la mise en service effective de ce portail.

Les extraits des registres des déchets entrants et sortants sur le site qui sont gérés de manière informatique par une base de données contiennent l'ensemble des informations mentionnées aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres des déchets entrants et sortants mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement, si ce n'est la nature des déchets qui comprend le libellé du déchet (ferraille, cuivre, batteries, ...) et non pas son code réglementaire comme mentionné dans la liste de codification des déchets (annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement).

L'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 février 2015 ont été respectées par la société MUNOZ.

Dans ces conditions, nous proposons à monsieur le préfet du Rhône de lever la mise en demeure qui lui avait été signifiée par arrêté préfectoral du 26 février 2015 en lui demandant cependant de modifier sa base de données informatique en établissant une correspondance entre le libellé du déchet et son code visée dans la liste de codification susvisée qui devra être reprise dans les registres des déchets entrants et sortants.

L'inspecteur de l'environnement

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'P. Restelli'.

Pascal RESTELLI

Vu et approuvé le 23 novembre 2015
Pour la Directrice et par délégation
L'ingénieur de l'industrie et des mines

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Emmanuelle Maillard'.

Emmanuelle MAILLARD